



Montreuil, le 24 novembre 2009 – 18H30

## Communiqué de la CGT- FAPT

### **GREVE ET MANIFESTATIONS DU 24 NOVEMBRE : LE GOUVERNEMENT ET LA POSTE NE PEUVENT PAS RESTER SOURDS !**

Cette nouvelle journée de grève et de manifestations unitaire des postiers du 24 novembre s'est traduite par de nombreuses initiatives dans les départements et des arrêts de travail qui ont rassemblé entre 25 et 30% des postiers.

**Elle s'inscrit dans le processus de luttes et de mobilisations engagé depuis 17 mois avec les postiers, les usagers et les élus et marque une nouvelle étape.**

Cela fait 17 mois que les postiers se mobilisent, luttent ensemble, sous toutes les formes notamment par des grèves importantes à plusieurs reprises, à l'appel de toutes les organisations syndicales, pour réaffirmer leur opposition ferme et résolue à ce projet de privatisation et pour défendre leur outil de travail et le service public postal.

Les postiers et les organisations syndicales renouvellent leur exigence d'un véritable service public postal assurant l'avenir de La Poste et garantissant l'emploi, le maintien et l'amélioration des droits et garanties de tous les personnels.

Ensemble, nous exigeons l'ouverture immédiate de négociations sur les revendications du personnel s'articulant autour de l'emploi, des salaires, des conditions de travail et du service public.

Rien n'est joué, le gouvernement et La Poste restent isolés par la forte mobilisation des postiers, des usagers et des élus dans tout le pays.

Les messages assénés se voulant rassurants ne convainquent personne.

Ce 24 novembre s'inscrit pleinement dans le processus de mobilisation nationale engagée avec les usagers et les élus, et notamment dans la perspective de la prochaine journée de mobilisation décentralisée du 28 novembre décidée par le comité national contre la privatisation pour un débat public et un référendum sur le service public postal. La CGT appelle les postiers, les usagers et les élus à une participation massive à cette journée.

D'ores et déjà, la CGT propose aux postiers de se réunir dès le 25 au matin, pour débattre et décider des conditions de la nécessaire poursuite de l'action, articulant refus du projet de privatisation et exigence de l'ouverture de négociations sur l'ensemble des revendications.

Elle les appelle à interpeller leurs députés pour qu'ils ne votent pas le projet de loi.

Lors du rassemblement à Paris, toutes les organisations syndicales ont réaffirmé leur opposition au projet de loi. La CGT leur propose de se réunir rapidement pour travailler ensemble comme elles l'avaient décidé le 6 novembre au nécessaire élargissement de l'action pour gagner, et notamment lors du débat à l'Assemblée Nationale à la mi-décembre.

**Le gouvernement doit renoncer à présenter ce projet de loi au parlement, et La Poste doit ouvrir de véritables négociations sur les revendications des salariés.**